

PERDIEMS, GOMBOS ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT: LES MOTS ET LES RITES DE LA CORRUPTION DANS LA PRESSE IVOIRIENNE

Dr. Celestin Gnonzion, (Enseignant chercheur)

Université Felix Houphouet Boigny d'Abidjan Cocody-Côte d'Ivoire

UFR, Information, Communication et Arts

Abstract:

This article discusses one of the problems of the Ivorian press. It is the corruption manifested by the reception of brown envelopes by some journalists before writing their articles.

The author tries to describe the process of distribution of these envelopes, and all the professional paradoxes and ethical problem.

He describes also the vocabulary of the corruption in Côte d'Ivoire news room.

These descriptions are based on the interaction sociology of Erving Goffman, the interaction ritual and the frame analysis on the organization of experience.

Keywords: Press, deviance, corruption, Cote d'Ivoire

Introduction:

Cet article part du problème des « dérapages » observés dans la presse ivoirienne. Ces dérapages de certaines productions de presse semblent être motivés parce qu'il convient d'appeler une sorte de corruption institutionnalisée et qui se cache derrière des euphémismes : perdiems, gombos, mesures d'accompagnements, défraiements, etc.

Dans le milieu de la presse ivoirienne, l'institutionnalisation des perdiems et des gombos ne laisse la place qu'à des choix éthiques situationnels, contextuels et pragmatiques. Une éthique des situations, qui permet par ailleurs de confirmer ce que pensait Goffman . Lui qui parlait des contextes et de leurs hommes, et non des hommes et de leurs contextes. Autrement dit, à chaque situation sociale, correspondraient ses acteurs types.

Et les acteurs des interactions corruptives dans le milieu de la presse en cote d'ivoire, sont les journalistes et les para journalistes ou sources d'information ou organisateurs de manifestations publiques pour lesquelles ils ont besoin de couverture médiatique.

Ces interactions corruptives se déroulent à travers des rites bien précis et qui mettent en jeu d'autres figures que celles des journalistes et des sources d'informations. Il s'agit de ceux qu'on nomme « chargés de communication » ou « conseillers en communication » dont le rôle consiste à servir d'intermédiaire entre les journalistes et les organisateurs de manifestation.

Avant d'aller plus loin, nous définirons le problème et le cadre théorique qui le sous-tend. Ensuite, nous indiquerons notre choix méthodologique avant de présenter les résultats de l'étude qui seront ensuite discutés.

1. Le Probleme

Cette étude aborde l'un des problèmes de la presse ivoirienne. Il s'agit du problème de la corruption de certains journalistes dans leurs interactions avec les sources d'information politiques et les organisateurs de manifestations publiques.

Cette corruption semble être liée au clientélisme, une relation de dépendance, établie et maintenue entre deux acteurs ayant des statuts inégaux, au niveau de la richesse, du pouvoir et du statut social, (LEGG, 1975). La relation clientéliste associée à la politique du ventre pousserait les journalistes à fouler au pied les codes d'éthiques et de déontologie.

En Cote d'Ivoire, le pouvoir surévalué accordé aux médias expliquerait la tendance à la corruption des journalistes. On peut par exemple constater sur le terrain des reportages que le début des manifestations politiques, économiques et culturelles est presque toujours conditionné par la présence des médias, qu'il s'agisse de la presse écrite ou des médias électroniques comme la radio et la télévision.

2. Le Cadre Theorique

Le background théorique : l'interactionnisme symbolique

Note étude empirique nous a permis de constater que les comportements éthiques souhaités au niveau de la presse ivoirienne, sont bien différents des pratiques éthiques réelles et constatées sur le terrain. Cela pourrait corroborer du postulat théorique inspiré de l'Interactionnisme Symbolique, selon lequel, les comportements humains ne sont pas toujours prévisibles. Les individus agissent selon le sens qu'ils donnent aux choses, par rapport aux

interactions qu'ils ont et/ou entretiennent avec d'autres individus, dans des circonstances données. Ces postulats sont d'ailleurs mieux énoncés par Blumer (1969), dans trois ses principes de base de l'Interactionnisme Symbolique. Blumer écrit:

1. «Les humains agissent à l'égard des choses en fonction du sens que les choses ont pour eux.
2. Ce sens est dérivé ou provient des interactions de chacun avec autrui.
3. C'est dans un processus d'interprétation mis en œuvre par chacun dans le traitement des objets rencontrés que ce sens est manipulé et modifié.

Ces postulats théoriques de base appliqués aux comportements corruptifs des journalistes ivoiriens pourraient être ainsi reformulés :

1. Certains journalistes ivoiriens n'appliquent pas les codes d'éthiques et de déontologie de la presse, tels que ceux-ci sont énumérés, sans les réélaborer selon le sens que ces codes déontologiques ont pour eux.
2. Cette réélaboration des codes d'éthique et de déontologie, qui résulte de la mise en pratique d'autres comportements, se fait sous l'influence ou à travers les interactions quotidiennes avec d'autres individus (collègues, chefs de service et sources d'informations).
3. Les comportements éthiques réels et constatés de certains journalistes, différents des comportements souhaités, sont redéfinis en fonction des types et des modalités et des rites d'interactions qu'ils entretiennent avec autrui.

Cette présentation des points clés de la théorie sociologique de l'interactionnisme symbolique (au niveau grand theory) nous permet de faire allusion à Goffman dont nous faisons référence dans cet article au niveau de la théorie intermédiaire. Pour dire autrement, quelle perspective théorique de Goffman avons-nous mis en exergue dans nos mots et rites de la corruption dans la presse ivoirienne ?

Une perspective « Goffmanienne » des rites de la corruption dans la presse ivoirienne

Le sociologue américain Erving Goffman a élaboré un appareil théorique et un ensemble d'instruments qui nous ont permis d'analyser les comportements et les attitudes des journalistes dans leur vie professionnelle et quotidienne de tous les jours.

Au cœur de la sociologie de Goffman, se trouvent plusieurs notions essentielles, applicables au champ journalistique ivoirien. Les concepts d'ordre social, de l'ordre des interactions, du cadre de l'expérience et de rites de l'interaction nous ont en effet aidé à

comprendre la sociologie du journalisme en Côte d'Ivoire. Voyons de près le sens de ces notions pour Goffman et leur intérêt pour notre analyse.

L'ordre social d'après Goffman est le modèle d'analyse de la vie en société à partir duquel on peut juger du degré de conformité et de déviance d'un comportement.

L'auteur accorde une importance à la modalité du face-à-face comme un domaine de la micro-analyse. Car pour lui «C'est un fait lié à notre condition humaine que, pour la plupart d'entre nous, la vie quotidienne se déroule dans l'immédiate présence d'autrui; en d'autres termes, quels que soient nos actes, ils ont toute chance d'être socialement situés, au sens étroit du terme. »

L'élaboration de l'expérience négative par la rupture de cadre et la charge émotive qu'elle engendre peut constituer un facteur de décisions et d'engagement de l'acteur impliqué dans un processus social.

Un autre apport de Goffman sur lequel nous nous sommes appuyés est sa sociologie du cadre de l'expérience et de l'activité de l'acteur social. Les cadres sont de schèmes interprétatifs d'un événement parmi tant d'autres. Il y a une distinction entre les cadres primaires et les cadres sociaux. « Est primaire un cadre qui nous permet, dans une situation donnée, d'accorder du sens à l'un de ses aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification ».

Il y a les cadres naturels « purement physique », en ce qu'ils nous « permettent d'identifier des occurrences qui ne sont pas ordonnées ou orientées, qui ne sont pas pilotées ou animées » et les cadres sociaux, qui sont animés d'une volonté humaine.

C'est par cette présentation de l'apport théorique de Goffman que nous terminons la partie du cadre théorique pour passer à la méthodologie.

3. La Methodologie

Une partie des données utilisées dans cet article ont été recueillies pendant l'été 2006, notamment entre juillet et septembre, dans le cadre d'un stage en journalisme dans le quotidien ivoirien *Fraternité Matin*. Une bonne partie de ces données a été exploitée et exposée dans notre thèse intitulée *les facteurs de décisions éthiques et de construction de l'identité des journalistes ivoiriens : le cas de l'influence politique*.

En juin 2012, dans le cadre d'une formation organisée par le bureau de la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire que nous avons animée sur l'éthique du journalisme, nous avons eu la possibilité d'échanger avec 30 journalistes économiques issus de 30 organes de presse.

Ces échanges ont permis de comprendre que les pratiques observées en 2006 sont toujours d'actualité.

Nous avons par ailleurs fait usage de l'observation participative non structurée sur le terrain journalistique. Elle nous a permis d'observer pendant environ trois mois, le contexte et le cadre de l'expérience et de l'activité de collègues journalistes. Affecté au service politique de *Fraternité Matin*, notre travail consistait à effectuer des reportages sur des sujets à caractère politique.

C'est au cours de ces reportages que nous avons pu observer les rites des interactions corruptives entre les journalistes et les organisateurs de manifestations ou sources d'information.

Mais avant de décrire ces rites, il nous semble utile de proposer et de définir la terminologie de la corruption utilisée dans le milieu de la presse ivoirienne.

3.1 La Terminologie De La Corruption Utilisée Dans Cette Etude

Les perdiems

Dans le monde des affaires, l'expression latine *Per diem*, désigne la somme d'argent journalière que reçoit une personne qui participe à une réunion de travail ou une conférence internationale hors siège, pour couvrir ses frais de son séjour.

Dans les institutions de presse en Côte d'Ivoire, *per diem* désigne l'enveloppe que donne l'organisateur d'une manifestation publiques à la quelle il sollicite une couverture médiatique.

Ces enveloppes sont devenues une obligation à laquelle doit s'exécuter toute institution politique et tout organisateur de manifestation publique à laquelle sont invités les journalistes.

Les *per diem*, sont désormais comme un droit qui a donné vie à l'expression « petit argent, petit papier ».

Le gombo

Le gombo est un petit légume vert rugueux cueilli sur une plante du même nom. Ecrasé, ce légume produit une pâte gluante qui sert comme ingrédient de soupe très succulente et très prisés dans certaines sociétés africaines. On dit souvent que la caractéristique gluante du gombo favorise la déglutination de l'aliment avec lequel sa soupe est accompagnée, ce qui pressage plus tard d'une très bonne digestion. Par un processus linguistique de créativité lexicale, mais par changement de sens, le *gombo*, aliment dont la

pâte gluante favorise et adouci la déglutination et la digestion, est arrivé à remplacer toute ressource financière parallèle et acquise en dehors du salaire officiel. Tout comme le *gombo* au sens propre, à savoir le légume vert, favorise la déglutination et la digestion, le *gombo* au sens figuré, à savoir la somme d'argent acquise parallèlement en dehors du salaire officiel, favorise ou devrait favoriser et adoucir une fin de mois paisible et de tout repos.

Compte tenu de la paupérisation généralisée et des salaires sensiblement bas octroyés dans les administrations publiques, la course aux gombos semble être allée croissante au fil des ans, depuis la période des ajustements structurels de la Banque Mondiale, et peut-être même avant, jusque à aujourd'hui.

Appliquée au domaine de la presse, les *gombos* sont des frais engrangés par le journaliste pour des consultations, des conseils ou des faveurs spéciales accordées à un homme public.

Du gombo au perdiem.

Si l'attrait au gombo n'est pas typique au milieu de la presse et des media ivoiriens, celui des perdiem semble être plutôt répandu chez les journalistes. Le mot perdiem en fait désigne une compensation financière donnée à une personne pour une collaboration, pour une disponibilité ou tout autre service. C'est ainsi qu'on donnera des perdiem à chacun des conférenciers qu'on invite pour un colloque. Lors des stages ou séminaires internationaux, par exemple, on prévoit des perdiem pour les participants, afin de les aider à faire face à des besoins que leur déplacement aura suscités. Jusqu'ici le perdiem se donne de manière tout à fait normal et transparente.

Cette pratique d'octroi de perdiem s'est étendue du milieu de la presse ivoirienne pour devenir une institution. Tout organisateur d'une manifestation publique à laquelle les journalistes sont invités, doit prévoir un budget spécial pour ceux-ci, au risque de voir sa manifestation boycottée par la presse. Les journalistes qui sont des salariés de leurs organes de presse qui les envoie en mission, attendent des organisateurs, des enveloppent sous la table. Certains journalistes sont même arrivés aujourd'hui à mettre en pratique de la fameuse expression «No money, no article» Ou « Small money, small article», à savoir petit argent, petit article.

Les mesures d'accompagnement et les défraiements:

Les mesures d'accompagnement et les défraiements sont une autre manière de désigner les gombos ou les perdiem.

NB : Contrairement aux journalistes qui ont une terminologie appropriée pour désigner les sommes d'argent reçues après les reportages, les organisateurs de manifestations publiques et les hommes politiques quant à eux utilisent le mot *transport*, pour faire référence au perdiems. Il est donc fréquent d'entendre des phrases, « il faut payer le transport des journalistes », ou « les frais de transport des journalistes sont confiés au chargé de communication ».

4. Resultats

Avant de décrire et de présenter le contexte des rites des interactions corruptives, il convient de préciser davantage le concept de rite dans la sociologie de Goffman.

Les rites d'interaction sont les moments de l'usage d'un langage et d'une communication symbolique dont seuls les initiés (ici journalistes, chargés de communication et organisateurs de manifestations publiques) comprennent le sens et la portée. Comme dans tout rite, ce langage sert d'appui à des pratiques précises.

L'observation des rites des interactions nous permet de comprendre la syntaxe du comportement des acteurs sociaux engagés dans une activité située dans la présente conjointe d'autres personnes. « Il s'agit de cette classe d'événements qui ont lieu lors d'une présence conjointe et en vertu de cette présence conjointe », nous dit Goffman (Goffman, 1974 :7). Mais l'activité qui se déroule lors d'une présence conjointe et en vertu de cette présence conjointe, se situe également dans un espace lieu et temps bien précis. La compréhension des rites de l'interaction nous achemine ainsi sur la voie de la sociologie des circonstances de Goffman. Lui qui se posait un certain nombre de questions pour situer l'objet de son œuvre *les rites de l'interaction* : « Quel est le modèle minimal du sujet qui, mis en marche et inséré parmi d'autres semblables, produira une circulation comportementale ordonnée ? De quel modèle minimal avons-nous besoin pour prévoir les directions le long desquelles un individu, en tant qu' « interagissant », agira efficacement, ou bien s'effondrera ? » La réponse à ces questions peut se trouver dans les affirmations suivantes de l'auteur qui pense que ce sont les moments qui déterminent leurs types d'hommes : « non pas les hommes et les moments, mais plutôt les moments et leurs hommes ».

Dans la présentation des pratiques rituelles dans les institutions totalitaires, Goffman (Goffman, ¹ a énuméré un certain nombre de « rites institutionnels ». Il s'agit des moments particuliers dans la vie de l'institution qui remplissent des fonctions latentes pour

¹ E. GOFFMAN, *Asiles*, op. cit., p.145

créer ou maintenir la cohésion sociale à la Durkheim. Ces rites institutionnels sont le journal intérieur, les réunions, les fêtes de charité et les visites publiques. Pour cet article, nous avons observé un des rites liés à la fonction journaliste. Il s'agit des rites observables sur le lieu du reportage, qui nous semble intéressant en ce qu'il permet d'observer ce que nous nommons par « interaction corruptive ».

4.1 Description du processus d'interaction entre les institutions de presse et les organisateurs de manifestations publiques.

Les interactions entre les institutions de presse et les organisateurs de manifestations politiques, sociales et économiques s'opèrent en plusieurs espaces géographiques, à travers des acteurs, des modalités et des motivations.

Les espaces de l'interaction sont le lieu de reportage et au sein même de la rédaction, à savoir l'espace de mise en forme de l'article avant sa publication.

Les acteurs de l'interaction sont le journaliste, son chef de service, et l'organisateur de manifestation et le chargé de communication.

Les modalités sont, d'une part, l'interaction face-à-face et téléphonique entre le journaliste envoyé sur le terrain et l'organisateur de manifestation ; et d'autre part, entre le journaliste et son supérieur hiérarchique directe qui est dans la plupart des cas, son chef de service.

Les motivations de l'interaction sont, le reportage, mais surtout l'article de journal et les perdiems.

Une description détaillée de ces rites de l'interaction corruptive entre journalistes et sources d'informations s'avère nécessaire.

4.1.1 Les lieux de l'interaction

4.1.1 1. Sur le terrain, le lieu du reportage

Durant les reportages, les journalistes interagissent avec les organisateurs de manifestations afin d'avoir du grain à moudre pour leurs articles. Mais ils interagissent également avec leurs collègues d'autres organes de presse. Les deux types d'interaction peuvent influencer le journaliste de différente manière. Il partage les mêmes réalités du métier avec ses collègues. Et généralement, avant les reportages, plusieurs sujets peuvent être abordés lors d'échanges entre journalistes : les commentaires de l'actualité politique, les échanges sur la précarité dans le milieu du journalisme, les commentaires sur les perdiems etc.

Les journalistes arrivent généralement les premiers sur les lieux des reportages. Comme ils ne veulent rien rater de toute l'atmosphère qui entoure une manifestation, ils préfèrent arriver avant les officiels, afin de pouvoir mieux décrire l'atmosphère, les « à coté », les « odeurs » et les « couleurs ».

Notons au passage que les officiels arrivent généralement très en retard sur le lieu de reportage par rapport au temps indiqué sur les invitations qui parviennent aux journalistes dans leurs rédactions. C'est l'une des caractéristiques communes aux manifestations que nous avons couvertes dans le cadre de cette étude. Il nous est arrivé d'avoir attendu quatre heures avant le début d'une investiture politique. Nous avons fait allusion à ce retard dans notre article, mais « le chef » a fait supprimer cette partie de l'article.

C'est donc lors des attentes avant le début des manifestations que les journalistes échangent entre eux. Ils sont toujours assis ensemble à des places qui sont réservées et reconnaissables par des pancartes sur lesquelles on peut lire : « réservées à la presse ». Les journalistes qui se retrouvent sur un même lieu de reportage sont tous des journalistes de la même spécialité ou service.

Une fois arrivé sur le lieu de reportage, il y a, généralement, une liste de présence réservée uniquement aux journalistes. L'expression *liste de présence* a une connotation particulière dans le jargon du journalisme en Côte d'Ivoire. Trouver une *liste de présence* sur un lieu de reportage signifie pouvoir bénéficier à la fin du reportage d'une enveloppe contenant les perdiems. Quand les journalistes arrivent donc sur les lieux de reportages, la première des questions qu'ils posent aux collègues trouvés sur place est celle de savoir s'il y a une *liste de présence*. Il arrive même qu'un collègue rappelle à un autre : « t'es-tu déjà inscrit sur *la liste de présence* ? » Après l'inscription de leur nom sur la liste de présence, les journalistes attendent jusqu'au début de la manifestation. Pendant le déroulement de la manifestation proprement dite, chaque journaliste s'arrange comme il peut pour tirer le maximum de profit du reportage, pour ne pas retourner bredouille dans sa rédaction.

Après la manifestation, pendant que les officiels et le public se dispersent, les journalistes, eux, attendent d'« être libérés », de recevoir les enveloppes. Rappelons que les listes de présence contiennent, le nom et les prénoms du journaliste, son numéro de téléphone et le nom de l'organe de presse. Le numéro de téléphone peut être utilisé par l'organisateur de manifestation lorsqu'il ne verrait pas l'article publié.

Lorsque les organisateurs de la manifestation remettent à chaque journaliste une enveloppe, ce dernier oppose une signature devant son nom en indiquant le montant reçu. Les montants varient selon les manifestations et mais aussi selon les capacités financières de celui

qui les organisent. Ils varient également selon l'organe de presse d'où est ici le reporter. Les organisateurs de manifestations sont généralement très généreux envers les journalistes de *Fraternité Matin*, le quotidien gouvernemental et ceux de la Télévision et de la Radio. Il s'agit d'organes de média supposés avoir plus de lecteurs, de téléspectateurs ou d'auditeurs.

4.1.1.2. Au siège du journal

- Le compte rendu au chef de service

Une fois arrivé dans la rédaction, le journaliste peut présenter la somme reçue sur le terrain à son chef de service, comme l'empocher sans rien déclarer. Durant les premières semaines de l'observation participative, l'auteur de ses lignes a eu tendance à présenter les sommes reçues sur le terrain à son chef de service. Ce dernier les a toujours systématiquement refusées, en disant : « C'est pour vous ». Mais des informations qui nous sont parvenues d'autres collègues, font état de ce que, le chef de service partage le montant du perdiem entre le journaliste et lui. D'autres informations ont même fait état de ce que certains chefs de service refuseraient de faire publier l'article du journaliste, si celui-ci ne déclarerait pas les sommes d'argent reçues sur le lieu de reportage. Mais nous n'avons pas eu de preuves pouvant confirmer cette pratique. Après le compte rendu au chef de service, la phase successive de l'interaction est la publication de l'article.

- La rédaction et la **Publication de l'article**

Après avoir fait son compte rendu au chef de service, le journaliste passe à la phase de rédaction de son article. A ce niveau il est difficile de mesurer l'impact du perdiem sur l'orientation de l'article. Même s'il a reçu de l'argent d'un organisateur de manifestation, le journaliste est bien conscient qu'il écrit pour tout un vaste lectorat, national, international qu'il ne connaît pas et ne voit pas. Le processus de médiatisation de son article, semble plus influencer le journaliste que le perdiem. Car le journaliste est bien conscient que toute la nation et le monde entier qui le lira, et non uniquement l'organisateur de manifestation ou la source d'information qui lui a donné de l'argent et à qui il devrait faire plaisir.

Si, lors du reportage, l'interaction met en action deux acteurs, le journaliste et la source d'information, une fois que le premier retourne dans sa rédaction et voit son article publier, c'est un autre processus interactif qui commence. Il s'agit cette fois-ci d'une interaction à grande échelle entre le journaliste et le large public (lectorat). Elle devrait primer et influencer le journaliste dans l'orientation de son article. Car le journaliste ne

devrait pas risquer toute sa réputation pour une somme de 5000 ou 20000 FCFA. Il se pose ainsi la question fondamentale de l'influence des perdiems sur le traitement de l'information par les journalistes. Certains pensent que les perdiems ne peuvent en aucun cas influencer le journaliste. D'autres pensent le contraire, en affirmant que le journaliste se sent redevable de celui qui lui donne l'argent.

Mais de prêt les différents protagonistes en jeu dans les deux types d'interaction et les modalités de chacune des interactions.

4.1.2. Acteurs, Modalités et Motivations de l'Interactio

4.1.2.1. Interaction journaliste/ Organisateur de manifestation

Acteurs en interaction : Journaliste, l'Organisateur de manifestation

Modalité de l'interaction : La modalité de l'interaction est face-à-face. Les deux acteurs se voient, échangent des paroles, les numéros de téléphone et les cartes de visite.

Motivation de l'interaction : L'article du journaliste, l'argent de l'organisateur de manifestation.

4.1.2.2. Interaction journaliste/ large public (Lectorat)

Acteurs en interaction : Journaliste, large public

Modalité de l'interaction : Les modalités de l'interaction ne sont pas indiquées et sont variables. Le journaliste est connaissable et identifiable. Le large public et la grande masse non. Dans ce type d'interaction, les premiers feedback du lectorat émanent du chef de service et des collègues journalistes. Car à y voir de prêt, ce sont les premiers lecteurs du journaliste. Viennent ensuite les proches, amis et membres de la famille dont l'influence sur le journaliste peut être très grande.

Motivation de l'interaction : L'article du journaliste, la lecture et l'intérêt accordé par le lectorat.

NB: la question primordiale à se poser dans les deux types d'interaction est celle de savoir dans quel type d'interaction le journaliste est-il le plus influencé ou influençable? Est-il influencé par l'organisateur de manifestation qui lui donne de l'argent une fois en passant, à l'occasion d'un reportage ou par ses collègues journalistes, ses amis et les membres de sa famille?

Après avoir tenté de proposer une description du processus d'interaction entre les journalistes et sources d'information, il nous semble utile de présenter la figure de ceux qui se nomment « chargés de communication ». Ils constituent une classe d'acteurs qui s'interposent

entre les journalistes et les sources d'informations et qui jouent un rôle important dans le processus de distribution des perdiems.

4.2 La figure des chargés de communication : des intermédiaires entre les journalistes et les organisateurs de manifestations

La figure de chargés de communication est très importante dans le processus des interactions entre les journalistes et les organisateurs de manifestations. Les chargés de communication ou portes paroles sont, dans certains cas, des professionnels de la communication au service d'institutions publiques ou privées, et dans d'autres, des personnels d'autres métiers mais qui jouent le rôle de chargés de communication. Ils veillent à soigner ou à améliorer l'image de leur institution et des responsables de celle-ci. Dans le milieu des médias et de la presse en Côte d'Ivoire, ce sont les chargés de communication qui sont directement en contact avec les journalistes. Ce sont eux qui convoquent généralement les journalistes lorsqu'il y a une manifestation. C'est par eux que les journalistes doivent passer pour prendre des rendez-vous ou demander des interviews aux leaders politiques. Ce sont également eux qui gèrent les « enveloppes » des journalistes. Les journalistes sont rarement en contact direct avec les leaders politiques. Avant les manifestations proprement dites et l'apparition des leaders politiques ou responsables d'organisations, ce sont les chargés de communication qui s'occupent de la mise en place et de toutes les modalités techniques des journalistes : l'inscription sur la liste de présence l'accompagnement ou l'indication des places appropriées, distribution de programmes de la manifestation ou d'extraits de discours.

À la fin des manifestations, ce sont les chargés de communication qui vont distribuer les enveloppes aux journalistes d'après le rituel dont nous avons déjà parlé : inscription du nom et celui du journal d'appartenance, remise de l'enveloppe et apposition d'une signature devant le nom.

C'est au moment de la distribution des perdiem que certains chargés de communication exhortent les journalistes à bien écrire sur la manifestation : « Les gars écrivez bien sur la manifestation ». Et à ce niveau des échanges, les journalistes sont nommés par le nom de leur journal. Le journaliste du quotidien *Fraternité Matin* sera par exemple appelé Fratmat. Et comme ce quotidien est censé être plus lu, c'est donc régulièrement que le journaliste qui le représente sur un lieu de reportage est chouchouté par les organisateurs afin qu'il fasse un compte rendu très favorable de la manifestation.

Un autre constat peut être fait à propos des chargés de communication. On trouve parmi eux des personnes qui ne savent rien ou semblent ne rien savoir du métier de

journalisme. Pour eux, il suffit qu'un journaliste reçoive une enveloppe pour qu'il écrive un article favorable à leur institution. Ils mettent rarement les journalistes dans des meilleures conditions de travail. Lorsqu'un journaliste va sur le terrain, il est intéressé d'en savoir davantage sur le motif de la manifestation. Il aimerait également avoir toute une documentation qui peut l'aider à mieux connaître l'institution et les différents acteurs qui interviendront durant la manifestation. S'il s'agit d'une conférence de presse, il aimerait dans le meilleur des cas, un curriculum vitae du ou des conférenciers. En fait, le travail d'un chargé de communication ou de la personne qui se présente comme telle, devrait consister à faciliter le travail professionnel du journaliste. Aider ce dernier à avoir le maximum d'informations pour son article. C'est en tout cas l'image que nous ont projetés la plupart des chargés de communication avec lesquels nous avons été en interaction. Ils se contentaient de faire passer des « listes de présence », et de distribuer des enveloppes en demandant de bien écrire sur la manifestation.

Mais la figure des chargés de communication aide par ailleurs à mettre en exergue une autre réalité dans le champ journalistique en Côte d'Ivoire. Il s'agit du rôle contradictoire et de l'identité ambiguë de certains journalistes.

4.3 Le rôle contradictoire de certains journalistes sous l'attrait du gombo

L'attrait du gombo fait émerger des rôles contradictoires dans certaines entreprises de presse.

L'idée de rôles contradictoires a été d'ailleurs développée dans une des œuvres de Goffman, notamment, au niveau de la présentation de Soi (Goffman, 1973a:137). L'auteur y établit trois types de rôles contradictoires : l'intermédiaire, l'espion et le délateur. Mais le dénominateur commun de ses rôles contradictoires est qu'il s'agit de « rôles où les personnes qui les exécutent donnent une apparence trompeuse à une personne, à l'intérieur d'une organisation ». La personne peut se faire passer aux yeux de ceux avec qui elle est en interaction comme assumant un rôle officiel et connu de tous. Mais en réalité, elle en exécute un autre à l'insu des autres. C'est par exemple le cas de plusieurs journalistes cooptés par des chapelles ou des hommes politiques. Ces journalistes jouent plus, le rôle d'intermédiaire ou de facilitateur, que d'espion ou de délateur. Ils sont dans leurs organes de presse où ils assument le rôle de journaliste, mais ils sont également au service d'hommes, de partis ou d'institutions politiques. Ils ont un salaire de leur organe de presse et ils émargent également auprès d'institutions politiques. Cette ambiguïté de rôle amène certains journalistes à endosser la veste de chargés de communication, ne serait-ce que pour une manifestation

donnée. Et comme le journaliste possède déjà son réseau de collègues dans le monde des médias, l'événement pour lequel il joue momentanément le rôle de chargé de communication a plus de chances d'être couvert par presque tous les organes de presse, bien sûr, en échange du gombo.

4.5 L'éthique des perdiemsError! Bookmark not defined. et des gombosError! Bookmark not defined. : l'identité ambiguë de journalistes-conseillers en communication

Comme nous venons de le faire noter, les pratiques professionnelles de certains journalistes ivoiriens donnent l'idée d'une identité ambiguë. Il arrive que des journalistes assument plusieurs identités ou étiquettes, à savoir, journalistes, conseillers politiques, conseillers en communication, conseillers marketing. Mais pourquoi tant d'identités et de rôles ? Pourquoi le journaliste ne se contente-t-il pas de sa fonction de journaliste tout court ? L'une des réponses à cette question pourrait se situer dans l'attrait du gombo, ou des entrées additionnelles aux salaires afin de pouvoir arrondir les fins de mois.

Les identités ou rôles contradictoires font fouler au pied certaines normes éthiques et déontologiques. Même s'il est écrit dans la plupart des codes d'éthique et déontologie en matière de journalisme, qu'on ne peut être en même temps, un journaliste, signant dans un organe de presse reconnu, et jouer le rôle de chargé de communication d'un homme politique ou d'une autre institution. Il risque d'avoir un conflit d'intérêt. Or il existe des journalistes ivoiriens qui se trouvent dans ce cas de figure, des journalistes qui jouent concomitamment deux rôles :

1. Ils sont journalistes d'un organe de presse. Il s'agit de leur fonction officielle, à laquelle ils s'identifient et sont identifiés

2. Mais au besoin, ils jouent également le rôle de chargés de communication d'une entreprise, d'une personnalité publique, d'un parti politique, d'une ONG ou d'une association. Dans ce cas, ils utilisent leur titre de journaliste et leurs relations avec d'autres confrères pour améliorer l'image de leurs « patrons ». Grâce à des enveloppes, ils essaient de convaincre leurs confrères afin que ces derniers se montrent moins critiques et moins durs envers le « patron » ou commanditaire. Ces journalistes usent donc de leur identité réelle, connue et affichée, au profit de leur deuxième identité qu'on pourrait qualifier d'« identité fictive ».

Après avoir exposé de quelques données relevées par cette étude, nous voulons à présent passer à la discussion.

Discussions

La corruption de certains journalistes ivoiriens dont nous venons de décrire les rites, est bien entendu, une forme de déviance sociale. Et la littérature sociologique est très riche en la matière car la déviance est diversement interprétée selon les théories sociologiques. Pour les fonctionnalistes, à commencer par Durkheim, l'anomie ou la déviance peut résulter, soit d'un défaut d'intégration sociale, soit d'une forte régulation sociale. Mais elle est plutôt perçue en termes d'incapacité de l'individu anémique qui choisit la voie du suicide. Cette même perspective de l'anomie en tant qu'attribut de l'individu a été reprise par d'autres fonctionnalistes comme Merton et Cohen. Merton établit une typologie de comportements déviants. Il attribue ceux-ci au manque d'adaptation des individus déviants aux buts culturellement acceptés par la majorité. Les déviants répondent à ces buts culturels par des voies contraires aux normes institutionnellement admises. Alors que Cohen parle tout simplement d'une sous-culture de déviants qui naît et se développe dans les bas quartiers.

En dehors de ces perceptions fonctionnalistes, la littérature sociologique sur la déviance nous enrichit d'approches néo marxistes, notamment à travers les écrits de Spitzer qui nous apprend que la déviance est une conséquence de l'organisation politique et économique à un moment donné de l'histoire. D'après l'approche néo marxiste, ce sont les tenants du pouvoir politique et capitaliste qui jugent comme déviants, des personnes appartenant aux couches sociales défavorisées.

Cette même idée a été développée d'une autre manière par l'inventeur du terme de « délinquants à col blanc », le sociologue américain Sutherland. Ce dernier prend en compte le fait que la délinquance et la déviance ne sont pas uniquement une affaire de pauvreté, de taudis et de bas quartiers. Car on trouve également des délinquants parmi les classes supérieures où les déviations professionnelles sont très fréquentes.

L'approche de Sutherland permet de faire un saut au niveau des sociologies interactionnistes et constructivistes. Ici, la déviance est abordée comme le produit de l'interaction entre plusieurs individus plutôt que celui du comportement d'un individu de manière exclusive. Elle est perçue comme le produit d'une construction sociale. Et Goffman nous apprend qu'elle est liée à l'intentionnalité de l'acteur déviant et à l'affirmation de son identité en fonction du cadre de son expérience. Goffman nous permet d'appréhender le phénomène de la déviance sous forme de dérapages, mais surtout de corruption dans le contexte de la presse et des médias en Côte d'Ivoire. Notre conclusion est que la corruption en tant que pratique déviante est une pratique contextuelle et non structurelle, même si, la

question des dérapages et autres travers des media en Côte d’Ivoire sont abordés et examinés du point de vue structurel.

Cette étude qui s’inscrit dans la perspective interactionniste et constructiviste pourrait être un appui scientifique aux organisations de la presse en Côte d’Ivoire, à savoir, le Conseil National de la Presse, (CNP), et l’Observatoire de la Liberté de Presse de l’Éthique et de la Déontologie, (OLPED). La première est une institution gouvernementale de régulation, et la deuxième, une institution professionnelle d’autorégulation. Dans les deux cas, Régulation/Autorégulation, il y a l’idée de base qu’il soit possible de contrôler et de prédire les pratiques et les comportements humains, dans le cas d’espèce, ceux des journalistes. Si tel est le cas, comment peut-on expliquer que malgré plus de 15 ans d’existence de l’OLPED et du CNP, les journalistes continuent de produire une presse qui ne respecte pas les codes prédéfinis par ses acteurs eux-mêmes ? L’une des contributions de notre étude est d’attirer l’attention sur le fait, qu’en matière de comportements humains, la recherche de la compréhension des réalités intrinsèques des acteurs impliqués paraît plus importante que la volonté de création de structures de contrôle pour la régulation et même pour l’autorégulation. C’est de la compréhension d’un phénomène social sans état d’âme et de manière détachée de préjugés, que peuvent surgir, certainement, des moyens adéquats qui permettent d’y faire face.

C’est d’ailleurs pourquoi nous convenons avec Aghi Bahi²(2004), qui critiquait l’aspect réducteur du débat ivoirien sur l’éthique à la seule déontologie. Les études d’Aghi Bahi et de Blé³(2000) mettent le doigt sur la nécessité d’une réflexion en profondeur sur le débat éthique en Côte d’Ivoire. Sur la base des travaux de ces auteurs, il nous a semblé opportun d’affronter la question du dérapage des journalistes ivoiriens, non du haut et de l’extérieur, mais plutôt de l’intérieur des news room, des rédactions ou institutions de presse elles-mêmes.

² A. AGHI BAH, « Les lanternes de la cité. Éthique professionnelle de la presse plurielle en Côte d’Ivoire », pp. 231-268, In PATRICK J. BRUNET & MARTIN DAVID-BLAIS, dirs., *Valeurs et éthique dans les médias : approches internationales*, Laval : Presses Universitaires de l’Université de Laval, 2004.

³ R.G. BLE, , « De la responsabilité éthique des medias et des journalistes en Côte d’Ivoire avant le coup d’Etat du 24 décembre 1999 ». *Enquête*, No.7, pp29-45, Abidjan : Université de Cocody, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, 2000.

Conclusion

L'une des questions que l'observateur des pratiques journalistiques en Côte d'Ivoire se pose est celle de savoir si la corruption est un facteur de décision ou d'orientation éditoriale. Autrement dit, influence-t-elle les journalistes dans leur traitement de l'information ?

Ces questions peuvent trouver des débuts de réponse dans notre hypothèse du *paradigme du cadre de l'expérience et de l'activité*. Pour nous en effet, « plus le cadre de l'expérience et de l'activité du journaliste sera négativement influencé par un certain nombre des facteurs individuels, institutionnels, interactifs et émotifs, moins les journalistes seront dans des conditions favorables au respect des valeurs éthiques et des codes de déontologie ». Les éléments de conclusions de cette étude peuvent être trouvés à travers la sociologie des circonstances, le cadre de l'expérience (marqué par la déviance : corruption, dérapages et processus d'adaptations secondaires) et l'ordre de l'interaction (marqué par l'élaboration de l'expérience négative).

Nous pensons que les facteurs de décisions des journalistes sont le résultat d'une continuelle interaction entre la société, l'individu et l'institution de presse.

Au niveau de la société l'acteur journaliste est en prise à plusieurs stratégies interactionnelles appuyés par le clientélisme qui se manifeste par la corruption, les perdriem et les gombos.

Au niveau individuel, on peut relever des conditions de conformité et d'adaptations secondaires à savoir, la formation, le salaire, l'expérience professionnelle et la vocation ou le choix de devenir journaliste.

Références:

BAHI A. A, « Les lanternes de la cité. Ethique professionnelle de la presse plurielle en Côte d'Ivoire », pp. 231-268, In PATRICK J. BRUNET & MARTIN DAVID-BLAIS, dirs., *Valeurs et éthique dans les médias : approches internationales*, Laval : Presses Universitaires de l'Université de Laval, 2004.

BLE, R G., « De la responsabilité éthique des médias et des journalistes en Côte d'Ivoire avant le coup d'Etat du 24 décembre 1999 ». *Enquête*, No.7, pp. 29-45, Abidjan : Université de Cocody, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, 2000.

BLUMER, H., *Symbolic interactionism, perspective and method*, Englewood Cliffs : Prentice-Hall, 1969.

BOEYINK, D.E., « Codes and culture at the courier-journal : complexity in ethical decision making », *Journal of mass media ethics*, Vol.13, No.3, pp. 165-182, St. Petersburg : University of South Florida, 1998.

_____ « Anonymous sources in news stories : justifying exceptions and limiting abuses », *Journal of mass media ethics*, Vol. 5, No. 4, pp. 233-246, St. Petersburg : University of South Florida, 1990.

_____ « How effective are codes of ethics ? A look at three newsrooms », *Journalism quarterly*, Vol.71 No. 4, pp. 893-904, Columbia : Association for Education in Journalism and Mass Communication, 1994.

DERIU, M, « La deontologia non è sufficiente », *Etica*, No.1/2006, pp. 9-18, Padova : Fondazione Lanza, 2006.

GOFFMAN, E., *La vita quotidiana come rappresentazione*, Bologna : Il Mulino, 1969.

_____ *Frame analysis, an essay on the organization of experience*, Harmondsworth : Penguin, 1975.

_____ *Les cadres de l'expérience*, Paris : Minuit, 1991

_____ *La mise en scène de la vie quotidienne, I : la présentation de soi*, Paris : Minuit, 1973.

_____ *Les Rites d'interaction*, Paris : Minuit, 1974.

GNONZION, C. *Les facteurs de décisions éthiques et de construction de l'identité des journalistes ivoiriens : le cas de l'influence politique* (Thèse de doctorat). Rome : Université Grégorienne, 2008.

KASOMA, F., *The press and multiparty politics in Africa*, Tampere: University of Tampere, 2000

_____ *Journalism ethics in Africa*, Nairobi : ACCE — African Council for Communication Education, 1994.

_____ « Foundation of African ethics (AFRIETHICS) and the professional practice of journalism : the case for society-centered media morality », *Africa Media Review*, vol 4 No.1, Nairobi : African Council on Communication Education, 1996.

LEGG, R: K., *Patrons, clients and politicians*, Bekerley (CA): University of California. Institute of international studies, 1975.

MFUMBUSA**ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.**, B.F., *The role of codes ethics in media accountability: a case study of two Tanzanian newspapers-daly news and the guardian*, (Phd dissertation), Rome: Gregorian University, 2004.

_____ « Media accountability challenges in sub-saharan Africa : the limits of self-regulation in Tanzanian newsrooms », in Srampickal, J. ; Mazza, G. ; Baugh, L., *Crossconnections : Interdisciplinary communications studies at the Gregorian University*, Roma : editrice Pontifica Università Grégoriana, 2006.

WHITE, R.A., « From codes of ethics to public cultural thruth. A systematic view of communications ethics », *European journal of communication*, Vol.10 No.4, pp. 441-459, London: Sage Publications, 1995.